Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PREFET DU BAS-RHIN**

**Direction Départementale des Territoires**

**Service de l'Environnement et de la Gestion des Espaces**
**Pôle Eau et Milieux Aquatiques**

**GUICHET UNIQUE DE L'EAU**
**14, rue du Maréchal Juin**
**BP 61003**
**67070 STRASBOURG CEDEX**

# RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT

## ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DE L 'ILL - PROGRAMME 2016

## COMMUNE D'ERSTEIN

## Dossier n° 67-2015-00267

## Le Préfet de LA Région ALSACE
## PREFET DU BAS-RHIN

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 267-1 à L. 267-6 et R. 267-1 à R. 267-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Jean-Philippe d'ISSERNIO, Directeur Départemental des Territoires du Bas-Rhin, en date du 18 août 2015 ;

VU la décision portant subdélégation de signature à Madame Dominique GERZAGUET, Ingénieur Divisionnaire de l'Agriculture et de l'Environnement, Chef du Pôle Eau et Milieux Aquatiques, en date du 1er septembre 2015 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 267-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 02/12/15, présenté par la REGION ALSACE - SERVICE DE L'ILL DOMANIALE représenté par son Président, enregistré sous le n° 67-2015-00267 et relatif à : ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DE L 'ILL - PROGRAMME 2016 ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**REGION ALSACE**
**SERVICE DE L'ILL DOMANIALE**
**Parc du Murgiessen - BP 40038**
**67151 ERSTEIN CEDEX**

concernant :

**ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL DE L 'ILL - PROGRAMME 2016**

dont la réalisation est prévue dans les communes de **SELESTAT à STRASBOURG .**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 267-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 267-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales correspondant |
|---|---|---|---|
| 3.1.5.0 | Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m2 de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D) | Déclaration | Arrêté du 30 septembre 2015 |

**Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.**

**Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé sous réserve, le cas échéant, du respect des périodes d'interdiction d'intervention en cours d'eau de 1ère catégorie piscicole. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.**

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de ERSTEIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du BAS-RHIN durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de ERSTEIN par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de un an à compter de la date de notification de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Le cas échéant, copies du dossier de déclaration et du présent récépissé seront également adressées à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE concerné.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice

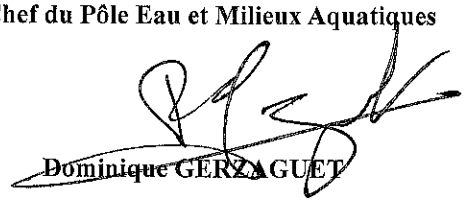
des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**STRASBOURG, le 15 décembre 2015**
**Pour le Préfet et par subdélégation,**
**La Chef du Pôle Eau et Milieux Aquatiques**



**Dominique GERZAGUET**

**PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.

**ANNEXE**

- Arrêté du 30 septembre 2014 (3.1.5.0)